

Non à la signature de l'Accord de Partenariat Économique UE-Afrique de l'Ouest par le Conseil de l'Union européenne !

Vendredi 12 décembre 2014, le Conseil des ministres des Affaires étrangères européens devra se prononcer sur la signature d'un accord de « partenariat économique » (APE) entre l'Union européenne (UE), les 15 États de la CEDEAO (Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest) et la Mauritanie. Il s'agit en réalité d'un accord de « libre-échange » visant à supprimer 75% des droits de douane sur les importations venant de l'UE et à limiter la marge de manœuvre des États africains concernant leur politique commerciale¹.

Un désastre pour les populations d'Afrique de l'Ouest et d'Europe

Les peuples d'Afrique de l'Ouest, déjà en proie à des enjeux de développement considérables, ont tout à y perdre. Les 12 États classés Pays les moins avancés seront les plus pénalisés car ils ne pourraient plus continuer à taxer les 11,9 milliards d'euros de produits importés de l'UE en 2013 si l'APE était signé puis ratifié, d'où des pertes budgétaires massives qui ne pourront être compensées. Les contreparties financières que promet l'UE sont insignifiantes : pas de financement additionnel au Fonds européen de développement existant, mais un « recyclage » marginal d'autres fonds communautaires déjà programmés.

Surtout, c'est l'ensemble de l'agriculture paysanne et vivrière, la souveraineté alimentaire et tous les projets actuels de transformation locale et de développement de l'industrie régionale qui seront frappés de plein fouet par une concurrence européenne déloyale, destructrice d'emplois, et par une dépendance accrue vis-à-vis des cours des marchés mondiaux. Le développement endogène de la région et les projets d'intégration régionale seront sacrifiés au bénéfice d'une économie tournée vers l'exportation (notamment des ressources naturelles), fortement carbonée, les peuples réduits à importer des produits subventionnés et de qualité douteuse venant concurrencer leurs propres productions.

Cet Accord renforcera une migration massive de populations privées d'avenir dans leur pays, dans une situation où la population d'Afrique de l'ouest fera plus que doubler d'ici 2050, atteignant 807 millions d'habitants (contre 526 millions pour l'UE à la même date), et dans un contexte de réchauffement climatique particulièrement accentué dans cette région.

Du côté européen, cet accord favorisera l'agriculture productiviste, polluante et destructrice d'emplois, au détriment de politiques d'agriculture durable, de souveraineté alimentaire et de transition industrielle écologique. Il encouragera l'importation par l'UE de matières premières brutes plutôt que la réduction des bilans matières de la production européenne.

De nombreuses organisations de la société civile en Europe et en Afrique se mobilisent et ont signé un [Appel à la non ratification des APE UE-Afrique](#). En accord avec les revendications de cet Appel, nous demandons au Conseil de l'UE de:

- **NE PAS SIGNER** l'Accord de Partenariat Économique avec l'Afrique de l'Ouest ;

¹ Voir [«Un TAFTA en pire pour l'Afrique où l'UE se tire aussi une balle dans le pied »](#)

- **NE PAS SACRIFIER LES PEUPLES** sur l'autel des profits d'une poignée de multinationales prédatrices.

- **EXIGER** des études d'impact indépendantes ;

- **S'ENGAGER** en faveur d'Accords de Coopération et de Solidarité (ACS) qui ne soient pas basés, comme le sont les APE, sur un « libre-échange » qui menace les libertés et l'émancipation humaines.

Contact

Lala Hakuma Dadci -Aitec- lala-hakuma.aitec@reseau-ipam.org 0143712222

Pascal Erard -CFSI- erard@cfsi.asso.fr 01 44 83 63 41

Liste des signataires :

France

CFSI (Comité Français pour la Solidarité Internationale)

Aitec-IPAM

Solidarité

CGT

CRID (Centre de Recherche et d'Information sur le Développement)

Coordination Sud

Artisans du Monde

Peuples Solidaires

Attac france

Susan George, Ecrivain, Présidente d'honneur d'Attac

Afrique

Jonction (Sénégal)

ROPPA (Réseau des organisations paysannes et de producteurs agricoles d'Afrique de l'Ouest)

Réseau des Organisations de la Société Civile pour le Développement (RESOCIDE) (Burkina Faso)

Dynamique OSCAF (Afrique francophone)

Réseau pour le Développement Local et l'Autopromotion de la Femme, l'Enfant et la Famille (Mali)

Alliance contre la Pauvreté au Mali

Afic/coparents/diaspora (Mali-France)

International

Africa Europa Faith & Justice Network

Afrika Kontakt (Danemark)

Sos Faim

CNCD (Belgique)

Pont Universel (Suisse-Togo)

Observatoire Social Européen